

se sont peut-être déroulés les événements de plus grande portée pour l'avenir. La perspective de négociations générales sur le thème de la sécurité en Europe, les premières à être envisagées depuis une génération, a été rehaussée par les entretiens qui ont commencé à Helsinki en novembre entre les ambassadeurs de 34 nations (les pays d'Europe plus le Canada et les États-Unis), entretiens préparatoires à une Conférence générale sur la sécurité et la coopération. Le Canada a soutenu dès le début que le succès de la conférence dépendrait nécessairement de la qualité des travaux préparatoires et que, si la conférence s'attaquait résolument aux problèmes en cause elle pourrait inaugurer une nouvelle ère de négociations visant à atténuer, puis à éliminer, les causes profondes de division et de tension en Europe; toutefois, l'objectif d'une détente politique ne pourrait se réaliser sans une baisse simultanée de l'affrontement militaire en Europe centrale. Le Canada a donc accueilli favorablement l'idée d'entreprendre, au début de 1973, des pourparlers au sujet de réductions mutuelles et équilibrées des forces.

## **Europe de l'Ouest**

L'année 1972 aura été pour les relations du Canada avec ses partenaires de l'Europe de l'Ouest une période de consolidation et de progrès. La recherche par le Canada d'une collaboration concrète avec ces pays dans tous les domaines d'intérêt commun, coopération qui s'insère dans le contexte de la politique canadienne de diversification, continue de porter des fruits grâce aux efforts des représentants canadiens sur place, épaulés le cas échéant par l'envoi de missions spéciales.

## **France**

Conformément à la haute priorité que le Canada attache à ses relations avec la France, on s'est efforcé de multiplier les échanges et de resserrer nos liens avec ce pays dans tous les domaines essentiels. A titre d'exemple, il convient de rappeler l'accord entre le Canada et la France relatif à la pêche, conclu en mars sous le signe de la collaboration franco-canadienne. Signalons qu'en novembre, une journée d'étude consa-

crée aux échanges économiques franco-canadiens fut organisée conjointement par la Chambre de Commerce France-Canada de Paris et la Chambre de Commerce française au Canada. Ce fut une réussite remarquable tant par la qualité des participants que par l'intérêt des communications qu'on y a présentées. Pour des raisons qui tiennent à la puissance économique de la France et au rôle de premier plan qu'elle joue au sein de la CEE, le Canada a tout avantage à intensifier ses relations économiques avec elle. Des réalisations prometteuses ont déjà fourni une impulsion importante aux échanges commerciaux entre les deux pays ainsi qu'aux investissements. On a également fait des progrès dans certains secteurs de pointe de la coopération industrielle franco-canadienne.

Parmi les visites ministérielles les plus importantes, il convient d'inclure celles du Secrétaire d'État, M. Gérard Pelletier, de M. Chrétien, ministre des Affaires indiennes, et de M. Côté, ministre des Postes, dans le cadre de leurs fonctions ministérielles. Signalons aussi que M. Laing, ministre des Anciens combattants, a participé aux cérémonies marquant le 30<sup>e</sup> anniversaire du raid de Dieppe. Plusieurs ministres provinciaux se sont également rendus en France au cours de l'année. Parmi les autres personnalités canadiennes de marque qui visitèrent la France en 1972, l'on compte M. Lamoureux, président de la Chambre des communes, et le sénateur Thérèse Casgrain qui représenta le Canada au 22<sup>e</sup> Congrès de l'Association France-Canada à Caen.

Notons enfin que la coopération politique entre la France et le Canada s'est étendue, en 1972, à des questions de plus en plus nombreuses dans les domaines multilatéraux aussi bien que dans le cadre des institutions internationales dont l'une et l'autre sont membres, telles que l'ONU et l'Agence de Coopération culturelle et technique.

## **République fédérale d'Allemagne**

Les relations du Canada avec la République fédérale d'Allemagne ont continué de se raffermir en 1972, et ont même acquis encore plus d'importance pour le Canada. Le fait que la République fédérale est déjà le